



# LA VIE INTERNATIONALE

## Le coup de force de Dantzig

### Au chauvinisme déchainé opposons l'internationalisme prolétarien

Les deux blocs pour la prochaine guerre qui se sont précisés à propos de l'accord concernant l'Autriche (voir n° 4 de la Lutte Ouvrière), se heurtent de nouveau sur un autre point de la carte géographique.

Le gouvernement hitlérien de Dantzig a promulgué le 18 juillet la suppression de la liberté de réunion. Il instaure le système de la police secrète d'Etat Gestapo à Dantzig, etc. C'est la constitution de la ville libre qui est supprimée. Rappelons qu'il s'agit de la suppression de ces libertés de jure, car, de fait, elles sont abolies depuis longtemps. La terreur naziste contre les organisations ouvrières, contre les juifs règne depuis quelques années à Dantzig.

Il est évident qu'il s'agit d'un acte de violence de la part de l'impérialisme allemand qui poursuit sa politique de la libération des chaînes de Versailles, sa politique d'unification des territoires allemands détachés du Reich par les traités de 1919, la politique de « libération nationale » préconisée il y a quelques années, par le Parti Communiste Allemand qui voulait distancer le nationalisme hitlérien.

Cette politique, le régime hitlérien l'a accentuée mais il ne l'a pas inventée. C'est Gustav Stresemann, père pacifiste d'Aristide Briand, qui a opéré la rentrée de l'Allemagne dans le concert des grandes puissances, et qui fut le représentant du néo-impérialisme allemand, qui commença à l'époque à se remettre de ses blessures, qui l'a inaugurée. Cette politique qui se déduit en ligne directe de la situation objective de l'impérialisme allemand avec son énorme potentiel économique, fut poursuivie par le gouvernement social-démocrate de Herman Müller. (C'est sous son gouvernement que fut construit le fameux croiseur A.)

Mais revenons à Dantzig. Dantzig, avec ses alentours qui constituent « la ville libre » est un territoire allemand (plus de 80 % de la population est allemande) sur lequel la Pologne a autant de droits que la France sur le Kamchatka.

La Constitution, ou plutôt, la formation de la ville libre a fait partie du traité de brigandage de 1919 qui découpa à tort et à travers dans la chair vive de l'Allemagne les territoires afin de l'affaiblir.

Jusqu'à l'avènement d'Hitler au pouvoir, les communistes qui à l'époque constituaient encore un parti révolutionnaire, revendiquaient en France et en Pologne le droit du libre rattachement de Dantzig à l'Allemagne.

Le triomphe du fascisme hitlérien, qui est un ennemi le plus acharné du mouvement ouvrier, change évidemment l'aspect du problème. Vu la suppression de toutes les organisations ouvrières et le régime d'esclavage qui règne en Allemagne, cela serait un non sens de lutter pour le rattachement à l'Allemagne des territoires qui sont ethnographiquement allemands. Rappelons que dans la Sarre, nos camarades furent les premiers à s'opposer au mot d'ordre d'alors du parti communiste avant le tournant : « Pour le rattachement de la Sarre à l'Allemagne Soviétique ! » qui n'existait pas. Mot d'ordre qui signifiait alors rendre les ouvriers sarrois sous le régime de la peste bruno.

Mais pouvons-nous aujourd'hui en 1936, dans l'affaire de Dantzig, prendre parti de puissances versaillaises ou de l'impérialisme polonais comme le fait actuellement le Parti Communiste dans son appel chauvin concernant Dantzig ? (Voir l'Humanité du 19 juillet.)

Cela, nous le laissons aux bons patriotes de l'Humanité.

Leur appel qui est signé : Parti Communiste Français, mais qui pourrait bien être signé le Comité de Forges, appel qui rivalise avec la prose de Renaudel de 1914 est une addition de mensonges et d'exaltations guerrières que nous avons eu l'habitude jusqu'à présent de lire dans le Matin et que nous commençons à prendre l'habitude de lire dans l'Humanité.

Lisons l'argumentation des socialistes chauvins de 1936. Ils protestent contre « la violation des traités et engagements d'ordre international ». (Ces traités sacro-saints, c'est Versailles).

Que Hitler soit un bourreau, c'est évident, mais pourquoi le gouvernement de colonels, le gouvernement de soudards pilsoukistes qui opprime des millions de Moravains, des Blancrussiens, des Allemands et des Juifs est-il un gouvernement à défendre ?

Quant à « la Pologne libérée de l'esclavage » nous conseillons à nos camarades lecteurs de l'Humanité, de relire toutes les brochures éditées par le Bureau d'Édition concernant la terreur blanche en Pologne.

Suit un mensonge : « La France s'honore d'avoir toujours défendu l'indépendance de la Pologne ».

Cette « indépendance de la Pologne » est en général dernièrement à la mode dans la presse stalinienne. On se réfère même à Marx.

Rappelons seulement que, quand Marx était pour l'indépendance de la Pologne, la Pologne était un pays opprimé (à l'époque, soutenir la lutte polonaise pour l'indépendance, c'était lutter contre le tzar, gendarme de l'Europe) et aussi que jusqu'à la révolution russe, la France, contrairement à l'affirmation de l'Humanité, avait la partie liée avec le tzar, bourreau du peuple polonais.

Contrairement à Marx, qui soutenait un peuple opprimé, Thorez, en 1936, soutient un état impérialiste oppresseur, une prison de peuple, qu'est la Pologne d'aujourd'hui. En somme, si nous restons dans le cadre des analogies historiques, si chères à l'« Humanité », Thorez soutient un régime fait à l'image de celui des tzars de toutes les Russies. Nos félicitations !

Mais ce qui est plus grave, c'est que l'affaire de Dantzig sert de prétexte au Parti Communiste à une exaltation guerrière contre l'Allemagne. L'appel « signifie à Hitler qu'il nous trouvera tous unis s'il tentait de porter atteinte à l'intégrité et à la dignité de la patrie ».

En somme, allons enfants de la patrie, vers une guerre fraîche et joyeuse, pas seulement si on touche à l'intégrité de notre état impérialiste, c'est-à-dire à l'intégrité de nos chaînes, mais même si on touche à leur dignité.

Comme on voit, les néophytes commencent à bien mériter de la patrie bourgeoise.

Quant à nous, marxistes révolutionnaires, nous ne prenons pas parti dans l'affaire de Dantzig comme dans d'autres, ni de l'impérialisme allemand, ni polonais. La question de Dantzig, comme tous les autres problèmes des minorités nationales de l'Europe balkanisée ne peut pas être solutionnée dans le cadre du régime capitaliste. Appuyez le statu quo, c'est soutenir l'état de morcellement de l'Europe qui prépare la guerre future.

Notre mot d'ordre est L'UNION DES PROLÉTAIRES FRANÇAIS, ALLEMANDS, POLONAIS ET CEUX DES AUTRES PAYS, POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !

## Dans les casernes

### Le retour à la loi d'un an.

L'Humanité du 22-7-36 publie, à la rubrique dans l'Armée, une lettre du 4<sup>e</sup> R.I. 3<sup>e</sup> Bataillon et 1<sup>re</sup> compagnie (camp de Maily), dont nous extrayons les lignes suivantes :

« Nous nous devons de vous signaler que les fascistes de chez nous prétendent de la déclaration de M. Daladier pour essayer de détacher du Front populaire les jeunes soldats qui, presque à l'unanimité, ont salué la victoire des 27 avril et 3 mai, comme le signe du retour immédiat à la loi d'un an.

« Nous sommes persuadés que tous les partis du F. P. et en particulier, son initiateur, le grand Parti Communiste, sauront nous éviter toute désillusion à ce sujet et déjouer les manœuvres des factieux ».

## Dans l'Afrique du Nord

### Un scandale qui doit cesser

Le Gouvernement de Front Populaire avec sa direction socialiste tolère depuis des semaines une situation scandaleuse dans toute l'Afrique du Nord. Le dernier congrès socialiste de Huyghens réclamait à l'unanimité le renvoi du fasciste Peyroulout. Dans un récent article, Pi-vert le réclamait de nouveau. Et cependant, Peyroulout étend toujours sur tout le Maroc une dictature militaire et policière analogue au régime hitlérien. Il nargue le gouvernement lui-même en interdisant aux délégués de la Fédération Socialiste Marocaine d'assister à Paris au Congrès de leur Parti.

Vis-à-vis de la classe ouvrière marocaine, il aggrave encore une répression féroce. Sous le poids d'une misère qui n'a rien de comparable en France, les ouvriers marocains ont suivi l'exemple des ouvriers français en commençant une grève sur le tas.

Le représentant du Gouvernement de Front Populaire fit évacuer les chantiers et les ateliers à l'aide de la police et de la troupe. Comme le ouvriers qui crévent littéralement de faim n'avaient point l'intention de se laisser faire, on usa d'un autre moyen. Aux Serrureries Marocaines et aux chantiers d'Ain-Zerfa à Casablanca, se sont les délégués syndicaux eux-mêmes qui, intervenant au nom de la C.G.T., demandèrent aux ouvriers de quitter le lieu de travail. Et ceci, bien avant que le ministre socialiste Salengro ne promit au Sénat d'interdire aux ouvriers l'occupation des usines. Toujours pour obéir probablement au Gouvernement de Front Populaire, le chef des Services Municipaux de Casablanca jette sur le pavé 250 balayeurs. On arrête ensuite 17 responsables de cette corporation et on leur inflige des peines allant de 3 à 6 mois de prison pour avoir commis le crime de faire grève.

Le résultat d'une telle politique de trahison est clair. Le Représentant au Maroc du Gouvernement de Front Populaire, vient de consacrer comme salaire minimum 4 francs par jour. Cet aveu officiel éclaire singulièrement l'atroce misère de ce pays. Nous en avons déjà parlé dans ces colonnes.

Ce scandale va-t-il encore durer longtemps ? Le Populaire et l'Humanité continueront-ils à se taire ?

Le Gouvernement socialiste continuera-t-il à couvrir la politique fasciste que l'on mène là-bas ? Peyroulout va-t-il ou non être chassé ? Oubliera-t-on si vite ici qu'une des causes de l'échec de la Révolution espagnole se trouve dans le fait que le Parti Socialiste et le Parti Communiste espagnols ont pendant des années ignoré les ouvriers coloniaux ?

Par une politique de honteuse trahison, va-t-on ouvrir ici la voie à Doriot et aux fascistes ?

Il faut que le gouvernement réponde sans attendre. IL Y A LA-BAS DES MILLIERS D'OUVRIERS QUI CREVENT DE FAIM. Il faut que les ouvriers français confirment que le sort des ouvriers marocains et algériens est lié au leur.

Les soviets en France ne se feront pas, Cachin et Thorez, avec les seuls français, algériens, marocains et étrangers qui subissent la même exploitation capitaliste, qui ont les mêmes intérêts et qui ne peuvent triompher qu'en luttant coude à coude. Il faut exiger le renvoi immédiat de Peyroulout, la possibilité pour les marocains de se grouper librement par corporation, dans leurs syndicats, dans leurs organisations politiques.

Il faut donner à ce pays la liberté de presse. A l'heure actuelle, pas un seul journal en arabe n'est toléré. Immédiatement, il faut accorder les libertés démocratiques élémentaires aux ouvriers marocains. Là aussi, le gouvernement devra répondre. Il devra dire si oui ou non, il prend la responsabilité de continuer en Afrique du Nord une politique fasciste qui prépare le lit de Doriot en France.

Et nous posons également à l'Humanité cette question : Pourquoi ce silence ? Etes-vous également favorables aux pures exactions capitalistes au Maroc ? Si non, pourquoi laisser les ouvriers dans l'ignorance, pourquoi aucun député communiste n'intervient-il à la Chambre ?

Les ouvriers doivent exiger sur tous ces points des réponses claires et dès maintenant, par une solidarité active, pratique, imposez ces réformes élémentaires. Intervenez dans vos syndicats, dans vos partis.

Exigez et formez des comités de masse qui eux, pourront agir.

### Notre enquête en Algérie

La crise sociale que traverse la France a des répercussions à l'extérieur du pays et tout d'abord dans les colonies. Et malgré l'état retardataire des masses coloniales, on peut déjà prévoir, chez elles un réveil politique. Comme toujours, c'est là où le régime du baillon a été plus fort, c'est là où la répression a été la plus féroce justement parce que les contradictions étaient les plus aiguës que se produisent les explosions les plus subites et apparemment.

Aussi il faut comprendre que si l'on ne fait qu'apercevoir aujourd'hui à l'état de phénomène embryonnaire, peut très rapidement se transformer demain en vaste mouvement débordant.

Pour les travailleurs français le mouvement d'émancipation coloniale a un double intérêt. D'une part plonger la bourgeoisie dans une crise infiniment plus ample et plus difficilement surmontable. D'autre part et cela compte, amener un peu de bien-être chez les masses les plus exploitées qui soient, les soutenir dans leur lutte émancipatrice.

Notre parti a affirmé en maintes occasions son internationalisme foncier. Il ne craint pas lui, quand il s'agit même et surtout des crimes de son propre impérialisme de les dénoncer de peur d'affaiblir la « France » (?) Nous reviendrons sur cette question de la politique du colonialisme nuance Front populaire pour parler de la dernière trouvaille mystificatrice de l'impérialisme : le pacte Franco-Syrien. Où l'on ne fait que copier ce maître incontesté en colonialisme qu'est l'Empire Britannique. Le Front populaire prend à modèle l'impérialisme le plus féroce et le plus brutal.

Nous voulons l'émancipation des peuples coloniaux et en premier lieu leur autonomie si besoin est jusqu'à l'indépendance totale. Cette formule peut paraître un peu abstraite mais il est bien évident que le problème ne se pose pas de la même manière suivant la forme du gouvernement français, s'il est soviétique ou bourgeois-la solution ne peut être la même.

Après ces généralités sur lesquelles il faudra revenir bornons-nous dans cet article à la pièce maîtresse « au joyau de notre empire colonial » : l'Algérie.

L'Algérie est souvent présentée comme une véritable province française. La réalité est toute autre. Naturellement c'est la colonie qui a avec la métropole les liens économiques les plus étroits. Elle lui sert de grenier à blé et de cuve à vin pour lui demander des produits manufacturés. Mais elle n'est pas une province française, c'est véritablement une colonie asservie.

Il n'est qu'à voir pour cela l'exploitation féroce renforcée des masses indigènes. Son système administratif est devenu le système type des administrations coloniales françaises. Institution des communes mixtes gérées par des administrateurs. Gouvernement général nommé par l'Intérieur. Les quelques « avantages » politiques accordés aux indigènes (délégués financiers et conseillers indigènes) ne sont qu'une supercherie à laquelle personne ne croit et dont les pouvoirs sont insignifiants. A ce propos rapportons cet événement significatif : Il y a quelques années une délégation d'élus indigènes vint à Paris pour demander audience au ministre de l'Intérieur et réclamer quelques réformes démocratiques. Le ministre refusa de recevoir la délégation. Et les élus indigènes s'en retournèrent. Voilà le cas que l'on fait d'eux.

Il faut avouer cependant que le régime en vigueur, même avant l'avènement du F. P., est sensiblement plus libéral que dans les autres colonies, comme l'Indochine, par exemple. A cela deux raisons : d'une part l'existence d'un prolétariat européen (ce qui est caractéristique à l'Algérie, au Maroc et à la Tunisie) et d'autre part les traditions déjà plus que centenaires du colonialisme en Algérie. Les travailleurs indigènes l'ont toujours connu, s'y sont toujours pliés et l'inertie chez les masses en est d'autant plus grande.

Cela ne signifie pas, et il s'en faut, que la « liberté » règne en Algérie. Il y a 2 ans l'impérialisme envoya un militant communiste indigène, Ben Ali Boukord, dans le sud et il ne fut libéré que ces tous derniers temps. Depuis les élections on a encore un peu lâché la bride. Si bien qu'aujourd'hui les indigènes peuvent être syndiqués, aller aux manifestations et même parler dans les réunions publiques. Quelques-uns militent au P. S. et au P. C. (à suivre)

## EN ESPAGNE

Suite de la première page

Mais ceux qui bénéficient brusquement de la faveur gouvernementale ce sont les ouvriers, les mineurs des Asturies, et du Rio-Tinto, qui sont descendus vers Madrid, les armes à la main, les cartouches de dynamite à la ceinture ; c'est la milice ouvrière de Madrid, de Malaga, ce sont les milliers et des milliers d'ouvriers en armes, qui dépensent des trésors de courage, de combativité, d'ingéniosité militaire, contre l'ennemi fasciste.

L'Humanité et le Populaire, sont obligés de mentionner des milices ouvrières armées, mais ceux qui préconisent ici cette forme de lutte sont traités de « provocateurs trotskistes ». Provocateurs, en deçà des Pyrénées, héros au delà.

### Même la résistance n'est possible que par des mesures révolutionnaires

Les ouvriers sont encore sur le plan de la riposte à l'ennemi fasciste. Sur ce plan, le gouvernement bourgeois, n'est plus guère qu'un arbitre radiophonique.

Mais le régime bourgeois lui-même est un plus grand obstacle. Dans leur lutte armée contre le fascisme les ouvriers, ne peuvent progresser qu'en détruisant les bastilles du régime. Déjà ils ont dû confisquer la grande presse, l'A.B.C., El Debate, etc., et la mettre entre les mains d'un délégué du Parti socialiste. A mesure que la lutte continuera, les réquisitions directes sur le profit et la propriété capitaliste, iront en s'accroissant. Cela peut déplaire à l'Humanité mais c'est une nécessité qui s'impose en dehors du domaine du « possible ».

### La perspective Ou dictature fasciste ou dictature du prolétariat

Les chefs socialistes et communistes, ne voient d'autre perspective que le rétablissement de « l'ordre républicain », c'est-à-dire le retour au marais. Mais l'ennemi bourgeois est autrement perspicace.

Le Temps, par exemple, examinant les chances de victoire dans les deux camps, déclare :

« ... Mais il n'y a pas à se faire d'illusions sur les suites de l'affaire : si les premiers l'emportent, la dictature militaire saurait être difficilement évitée ; si le gouvernement sort victorieux de l'aventure, son glissement encore accentué vers la gauche est plus que probable, et il risque alors de se trouver entièrement prisonnier des formations révolutionnaires qui l'auront aidé à surmonter la crise ».

C'est exact, le statu quo, l'ordre républicain ne sont plus possibles. A ceux qui disent, la « révolution est impossible » les faits répondent : « C'est votre conception du statu quo républicain qui est une vieille lune, complètement impossible ».

### Comment aider la Révolution Espagnole

La victoire de la révolution prolétarienne en Espagne accélérerait la victoire de la révolution en France.

## Le Gouvernement Blum

Suite de la première page

### La tâche du moment consiste dans le front unique de toutes les forces ouvrière contre l'ennemi impérialiste.

Nous autres bolcheviks-léninistes, nous entendons être à la tête de l'action.

— Contre deux cents familles, en menant la lutte pour leur expropriation et la confiscation de la presse pourrie (Le Temps, le Petit Parisien, Paris-Soir, etc.).

— Contre les bandes fascistes par la lutte physique et la milice ouvrière.

— Pour l'organisation des luttes, dans des Comités partout.

C'est seulement en s'organisant dans leurs Comités d'usines, dans leurs conseils paysans, dans les comités de régiment, que les travailleurs face au pouvoir officiel qui est entre les mains de l'ennemi de classe, prépareront l'organisation de leur pouvoir, le pouvoir prolétarien, le gouvernement des Ouvriers et des Paysans de France.

Suite de la première page

Le Sénat (qui selon Thorez représente « l'inquiétude des couches moyennes » et qui en réalité est la plus réactionnaire institution de l'état capitaliste) a dit :

« Il faut en finir avec l'occupation des usines et des fermes ! ». Aussitôt, Thorez, Duclos, Frachon, s'inclinent, et plus, expliquent aux ou-

Certes cette victoire est rendue hypothétique dans l'immédiat par l'absence d'un parti révolutionnaire. Dans ces conditions même une victoire contre les fascistes ne ferait que reposer le problème à une étape ultérieure.

D'autant plus impérieuse est la tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale qui doit précisément bâtir dans le feu de la lutte le parti révolutionnaire, des masses.

Avec la certitude que les ouvriers d'Espagne sauront dans les luttes trouver la voie bolchéviste, nous devons, en attendant, les aider de la manière la plus pratique.

Il faut d'abord que toutes les organisations ouvrières se concertent pour ouvrir une souscription nationale, pour acheter des armes, des provisions, pour subvenir aux besoins des combattants.

Il faut contraindre le gouvernement à permettre, au lieu de le boycotter, l'expédition des armes à destination des ouvriers. Les travailleurs français qui désireraient s'enrôler dans les milices de leurs frères d'Espagne, et former des détachements de volontaires, doivent être organisés et facilités.

Ainsi les douaniers du gouvernement, ont, nous dit le Temps, arrêté une voiture française qui portait des munitions aux belligérants antifascistes.

C'est un acte de vandalisme contre-révolutionnaire du gouvernement, qui doit être énergiquement condamné par les ouvriers socialistes et communistes. Avec qui est Blum ? Avec Gil Robbès, qu'il tolère en France, ou avec les travailleurs d'Espagne ?

Les déclarations qui ne sont pas suivies d'actes correspondants, sont autant de trahisons.

### Mais surtout...

Mais surtout, il nous faut trasser ici-même notre propre contre-révolution qui s'organise et prend des leçons devant les événements d'Espagne.

Il faut imposer le nettoyage complet de l'armée et de la marine et l'élection des conseils de soldats et de marins.

Il faut imposer la milice ouvrière armée contre les bandes fascistes.

Il faut imposer la confiscation de toute la grande presse à commencer par Paris-Soir, le Matin, le Temps, l'Europe (le journal félon par excellence, espion des deux cents familles dans le Front populaire).

Il faut imposer l'arrestation et l'expropriation des gros capitalistes (200 familles, Wendel, Mercier, Finaly, Schneider, etc.)

Déjà les radicaux français, hurlent de peur. « Le péril est immense », dit le journal d'Herriot, l'ère Nouvelle. « Car n'a-t-on pas à redouter que si l'Espagne échappe au péril fasciste, elle ne puisse pas esquiver le péril révolutionnaire ».

Balayons, toutes ces canailles, et entrons dans la voie des Soviets en Espagne et en France.

vriers que vu qu'il y a le gouvernement du Front Populaire, même les grèves sont inutiles. « Les ouvriers peuvent utiliser d'autres moyens de pression sur le patronat » écrit Duclos. Ce qui signifie : « Fiez-vous à nous et laissez tranquillement fonctionner l'arbitrage gouvernemental ».

Le Vice-président de la Chambre d'ailleurs n'est pas pressé du tout. Contrairement à Paul Faure qui disait que le programme du Front Populaire va être exécuté dans quelques semaines, Duclos déclare que « peut-être la législature actuelle n'aura-t-elle pas trop de ses quatre années pour en venir à bout ».

Nous entendez, les ouvriers communistes !

Des millions d'ouvriers occupent des usines, élisent leurs délégués, constituent l'embryon du futur pouvoir prolétarien, les couches les plus arriérées, comme les ouvriers agricoles, sont entraînés dans la lutte, les bourgeois préparent des look-out les fascistes se réorganisent (d'ailleurs, l'Espagne nous fournit l'exemple comment la constitution d'un gouvernement du Front Populaire détruit le fascisme), il faut être aveugle pour ne pas voir qu'en France, nous allons aussi vers une guerre civile et le secrétaire du Parti Communiste prévoit quatre années de législature qui dans le calme, l'ordre et la dignité, pourra peut-être réaliser les dernières mesures du programme du Front Populaire (1).

Ouvriers communistes qui voulez la révolution socialiste, rejetez notre organisation qui est restée fidèle à la doctrine de Marx et de Lénine et qui lutte effectivement pour « Les Soviets partout ! »